



15-07-2012

Pas de temps à perdre

A peine en place, Hollande annonce la couleur. La conférence « sociale » qui vient de se tenir sous son égide a décidé qu'un transfert massif des « charges sociales » des entreprises devait être effectué vers la CSG. Louis Gallois ancien patron de EADS, actuellement vice président du Cercle (capitaliste) de l'industrie et conseiller spécial de Hollande a précisé : « Il est impératif que le gouvernement transfère de 30 à 50 milliards d'euros de fiscalité pour baisser les charges sociales de ces entreprises ». Il dit cela au moment même où PSA ferme Aulnay, supprime 8.000 emplois après avoir reçu des milliards de subventions de la part des gouvernements. Pendant que les propriétaires de PSA et leurs actionnaires placent leurs capitaux là où ils rapportent le plus, en Europe de l'Est, en Espagne etc... les salariés et le peuple de notre pays paient la note. Pour les groupes capitalistes l'intérêt national n'existe que lorsqu'il permet de s'enrichir. Ces mêmes groupes, dirigeants et actionnaires, ont pourtant reçu en 2011 170 milliards de cadeaux en exonérations fiscales et cotisations salariales, plus 210 milliards d'autres cadeaux. Où sont passées ces sommes ?

Qui paie cette CSG dont l'augmentation considérable est à l'ordre du jour ?

Créée par le gouvernement Rocard en 1991 à un taux de 1,1%, elle est aujourd'hui de 7,5% et atteint en 2011 88,6 milliards d'euros soit près de 25% du budget de l'Etat. Elle représente déjà 20% des ressources de la Sécurité Sociale contre 3,2% lors de sa création. **12% seulement de cet impôt est payé par le capital. Le reste (88%) est ponctionné sur les salariés et leurs familles, sur les retraités.** Sur les 50 milliards d'augmentation qui sont proposés aujourd'hui, le patronat paierait à peine 4 milliards et les travailleurs le reste !

Mais le patronat en veut plus, il voudrait qu'une loi soit promulguée dès 2013 pour assurer un nouveau relèvement de la CSG. Hollande, en termes différents, a demandé la même chose. Dès l'ouverture de sa fameuse « conférence sociale » il a dit clairement : « Nous devons trouver de nouveaux modes de financement autres qu'en chargeant les entreprises »

Chérèque a approuvé chaleureusement : « l'essentiel y est,... La baisse du coût du travail marque des points... Si c'est la première réforme d'une réforme totale c'est très bien » etc... Dans le même esprit il applaudit à la proposition d'une réforme totale du système des retraites qu'il faut engager sans tarder. On devine dans quel sens.

L. Parisot dit son contentement d'avoir été « entendue ». Pour elle « la concertation sur le financement de la protection sociale est vitale ». Surtout si on lui donne satisfaction !

La CGT et FO reprochent à juste titre au gouvernement de céder aux pressions patronales, ce qui est la moindre des choses mais ils n'appellent pas les salariés à agir. Or la menace se précise, il faut agir maintenant sans attendre. Le gouvernement et le patronat comptent sur la période des vacances pour avancer plus vite dans la voie qu'ils viennent de faire approuver par Chérèque et la CFDT. Ils comptent sur les atternolements des dirigeants de la CGT.

C'est l'alternance politique au pouvoir, hier la droite, aujourd'hui le PS et ses alliés mais rien n'a changé

Contre la régression sociale, le seul rempart c'est la lutte, une lutte puissante contre le capital et le gouvernement à son service.

www.sitecommunistes.org